

Comment produire et partager de l'information fiable sur les réseaux sociaux ?

Participante 1 : Bonjour, je suis mère, grand-mère, j'étais une femme très active, je suis devenue retraitée. Je suis devenue active à mi-temps dans le bénévolat. Ma question est la suivante : est-ce que Mediapart est le seul média indépendant autonome qui va au fond des choses ? C'est l'impression que j'ai à vous entendre mais pas seulement à vous entendre. Quand je regarde les médias, plus il y a de médias, plus se reproduisent les mêmes. Les médias sont devenus des perroquets de l'information ! Ce sont les mêmes... à qui faire confiance ? Peut-on faire confiance à Mediapart ? Parce que vous avez en effet révélé des faits inacceptables mais à qui d'autre peut-on faire confiance ? Vous nous dites de remonter à la source mais j'en ai pas la capacité, de remonter à la source ! J'ai maintenant une méfiance des politiques et les médias qui devraient être un cinquième pouvoir... ce n'est pas le cinquième pouvoir ! Il y a une telle promiscuité ou il y a eu une telle promiscuité entre les politiques, les journalistes... ma question est : à qui faire confiance ? À quels politiques, à quels médias ?

Animateur : Alors attention à ne pas tomber dans le complotisme... la réponse ?

Edwy Plenel : Alors comment dire... je ne suis pas un maître de conscience, hein. Je viens ici pour témoigner, raconter le métier qu'on fait et je viens pas dire : "il faut", "y a qu'à...", " il n'y a que ça qui est bon" et tout. Et je ne prétendrais pas qu'on est LE média de confiance. Pour moi, il y a une crise du journalisme. Il y a une crise de la confiance dans le journalisme. Il y a une crise de la démocratie. Mediapart a été créé par ce que je dirais : des travailleurs de l'information. Des gens dont c'est le métier, des gens qui ne vivent que de ça, qui n'ont pas d'autres intérêts que de faire bien ce métier, qui ont senti cette crise, qui ont vécu cette crise, qui ont perdu des batailles, qui ont vu des journaux perdre leur indépendance économique et qui se sont dit : "on ne peut pas rester spectateur à se désoler en se disant que c'était mieux avant".

Donc si on veut que les gens retrouvent confiance, il faut qu'on montre l'exemple. Donc nous, on a fait Mediapart et on était trois journalistes au départ. On a été rejoints, nous, les cofondateurs, par une femme qui avait une expérience de l'entreprise, qui est la directrice générale et on est partis de cette idée : voilà, il y a cette révolution numérique, le digital -c'était il y a dix ans, c'était le début !- les tablettes n'existaient pas... Donc quand on a fait ça, on s'est dit : "il faut qu'on fasse un laboratoire qui montre qu'on peut créer à nouveau une information fiable", faire du journalisme meilleur grâce à Internet et être totalement indépendants en ne vivant que du soutien du public. Parce que notre caractéristique -et le seul journal semblable, c'est le Canard Enchaîné qui est hebdomadaire- est qu'il n'y a pas de publicité. Il n'y a pas d'État et il n'y a pas de mécènes privés donc on ne vit que de l'abonnement de nos 150 000 abonnés. Et on a montré qu'avec ça, on peut faire une entreprise profitable qui réinvestit dans le développement du journalisme, qui aide d'autres journaux indépendants à se créer en ligne, en province.

Animateur : Et est-ce que vous ne pensez pas que pour rétablir la confiance, il faut peut-être se référer à plusieurs journaux, au pluralisme ? Parce que l'information devient plus fiable quand plusieurs journaux la partagent.

Edwy Plenel : Bien sûr ! C'est un principe constitutionnel. C'est dans notre constitution, le pluralisme de la presse. On a le droit de se dire un jour : "ce journal ne me plaît plus et j'en prends un autre" mais je vous répondais sur... voilà, nous on a fait quelque chose pour faire bouger le paysage et du coup, permettre que dans d'autres journaux, des gens se disent : "il faut qu'on se réveille, il faut qu'on aille chercher la confiance du public, il faut qu'on défende un modèle payant". La gratuité publicitaire fait beaucoup de mal à l'information parce que c'est la logique du buzz, c'est la logique de l'audience, c'est la logique de la masse, de la foule. L'information, c'est autre chose : c'est du temps, c'est de la hiérarchie, c'est un public qui dit : "ça, c'est mon journal, ça m'intéresse". C'est pas la foule, la masse qui crie tous en même temps. Donc c'est une conversation avec son journal. Pour répondre très concrètement, moi, je crois dans tous les corps de métier à la vertu de l'exemple : celui qui vous donne envie, celui qui vous donne du courage et tout. Donc nous, on a voulu se secouer nous-mêmes, transmettre à des jeunes... il y a eu une génération de différence entre nous et l'équipe de Mediapart... et redescendre ce que j'appelle la

valeur de l'information.

Je voudrais juste dire ça en essayant de ne pas être trop long : qu'est-ce qui nous menace avec les réseaux sociaux ? Le règne de l'opinion ! Croire que ce que je crois vrai est vrai. J'ai cité Trump tout à l'heure et Trump, il dit : "si je le crois vrai, c'est vrai. Le reste, c'est *fake news* !". Donc les journaux, c'est *fake news* et "ce que moi, Trump, je vous dis, est la vérité". Ça nous menace tous. Nous avons tous des opinions, des préjugés, des croyances. Un monde où il n'y aurait plus que mon opinion contre la tienne n'est plus un monde commun. Pour qu'il y ait un monde commun -et c'est l'enjeu du droit de savoir, de l'information pluraliste, du journalisme intègre- il faut qu'au cœur du débat d'opinion, il y ait de l'information. C'est une vraie bataille ! Et je dis que le danger d'aujourd'hui c'est que l'opinion étouffe l'information.

Animateur : C'est ce fameux terme de post-vérité : la vérité par l'émotion.

Participant 2 : Je voulais revenir sur les médias alternatifs et peut-être aussi à l'échelle locale. Comment donner une valeur à ces médias alternatifs ? Par exemple moi, je suis scientifique et on a à l'heure actuelle dans les journaux une bataille entre l'accès payant aux articles scientifiques et l'*open source*, la source ouverte. Alors comment on donne un impact à ces médias alternatifs qui seraient locaux ? Comment pourrait-on avoir un pluralisme échelle local ? Et ma question de base, ça serait la valeur de ces médias alternatifs, donc sur Internet, et donc l'impact qu'ils peuvent avoir comme Marsactu qui a fait cette enquête sur le bâtiment et qui n'a pas été pris en compte.

Edwy Plenel : alors nous, ce mot de valeur de l'information, ce mot valeur... de la démocratie, du débat public... chez nous, ça s'est traduit par la défense de ce modèle payant c'est-à-dire le soutien du public dans un journal participatif dont les contributions des abonnés sont, elles, en accès libre. Sachant que c'est pas un mur du payant : tout abonné de Mediapart peut offrir un article à autant d'amis dont il a le mail qu'il veut. Les *live* de Mediapart, quand on fait ces émissions hebdomadaires, sont en accès libre. Les chapeaux des articles sont en accès libre. Ce qui fait qu'on a 150 000 abonnés mais l'année dernière, on a été jusqu'à quatre millions et demi de visiteurs uniques par mois. Donc ça veut dire que voilà, on n'est pas enfermés dans une citadelle du payant. Mais on se dit que pour un journal -et je reviendrai sur

l'information savante, scientifique- la clé aujourd'hui est de retrouver ce modèle ancien qui est la confiance du public.

La gratuité publicitaire est l'antithèse de ça et pour moi, c'est le modèle du divertissement. Ça fait cette fausse information dite info-divertissement, le bla-bla-bla des opinions, parce qu'on vous du clic, on veut de l'audience pour avoir de la publicité. Donc pour moi, le modèle de la gratuité publicitaire, qui est une fausse gratuité où vous êtes le produit, détruit la valeur de l'information et ça fait tous ces talk-shows d'opinion que vous entendez. Donc défendre ce lien avec le public auquel personne ne croyait il y a dix ans c'était dire... et c'était moins cher que la presse papier... c'est l'accès à toutes les archives d'un journal et pas seulement un numéro. C'est l'accès à une mémoire, un dossier, pour revenir à la complexité de l'information. Le numérique, encore une fois, ce n'est pas le buzz et la superficialité ! Ça, c'est si on le veut bien ! Mais en revanche, grâce aux liens hypertextes, je prends le dossier de la question migratoire et j'ai des dizaines d'articles pour faire un exposé, travailler, réfléchir. Ou la crise climatique ou d'autres affaires. Si vous allez sur Mediapart, vous avez l'onglet "dossiers" et vous comprenez qu'il y a cette capacité de savoir. Donc pour moi, pour la presse d'information générale au service de l'intérêt public, il n'y a qu'un modèle vertueux et c'est celui-là. En revanche, ce que vous dites et qui n'existait pas quand Mediapart s'est créé, c'est le financement participatif. Le fait de dire : "nous mettons en accès libre des savoirs scientifiques, des savoirs savants" et c'est une des forces du numérique aussi. Les cours du Collège de France, on peut les avoir sur Internet. C'est aussi la possibilité de l'université populaire : je n'ai pas fait d'études mais néanmoins, j'ai fait mon chemin dans la vie et je veux apprendre des choses... je peux les apprendre aujourd'hui si je veux ! Je ne suis pas fasciné par Facebook et par Twitter mais je cherche des connaissances. Et pour les scientifiques aussi, il y a des coûts. Donc on peut aussi dire : "voilà, je vous fais un journal ou un site d'information d'intérêt public par exemple sur le climat. Je pense que ça doit être gratuit parce qu'il y a une urgence mais soutenez-nous, faites du financement participatif, aidez-nous par des contributions, des dons, etc."

Enfin, l'autre problème pour notamment le pluralisme de l'information en régions, puisque vous parliez de Marsactu, c'est le sous-financement de ces nouveaux médias alternatifs. Mediapart, quand on s'est créés, on a mis nos économies, je me suis endetté personnellement et j'ai dit : "voilà, il faut qu'on ait de quoi payer les salaires pendant trois ans, il ne faut pas de précarité, il faut que les gens de l'équipe aient le

temps de travailler sans se soucier des fins de mois et on se donne trois ans. Si on n'arrive pas au bout de trois ans à gagner... bon, on verra, on se remettra en cause !" Il se trouve qu'on a gagné à deux ans et demi à peu près. On a passé le point d'équilibre et donc on est devenu profitable, ce qui est le cas chaque année. Mediapart gagne de l'argent, on n'a pas d'endettement, on a des économies... ce qui est la garantie de l'indépendance. Et donc là, on a un vrai problème français qui est que moi, au début, je ne voulais pas être entrepreneur de presse. Je savais faire du journalisme indépendant et je pensais qu'il y avait des gens qui se diraient : "bon, c'est un emmerdeur, il va publier des choses qui vont nous embêter tous mais c'est utile" et qui vont mettre de l'argent... Mais j'ai pas trouvé ! Et donc là, on est au cœur d'une question qui est délicate. On a aujourd'hui plein de jeunes qui, grâce à Internet, ont des idées de médias locaux qui vont bousculer la presse. D'autant plus que sur l'information locale, le numérique permet qu'il n'y ait pas de format : il y a des possibilités de toutes sortes de formes et d'espaces. Même l'information de proximité, c'est une arme formidable ! Et il faut la faire contre le buzz parfois malsain des réseaux sociaux. Alors là, il y a un vrai enjeu. De ce point de vue là, nous, on est très sollicités. C'est pour ça qu'on a mis de l'argent dans Marsactu, à Marseille. Dans Médiacités aussi qui s'est créé dans cinq villes pour faire du journalisme d'enquête indépendant en régions et du coup, on a l'idée... on touche du bois... en même temps qu'on va transmettre Mediapart à l'équipe -puisque on ne veut pas le vendre ni le garder pour nous- on veut créer une structure à but non lucratif qui serait comme un fonds de dotation. C'est-à-dire que ça a la souplesse des associations, juridiquement, et la souplesse financière des fondations. Donc une sorte de fonds pour la presse libre qui pourrait bénéficier de dons. Et ce fond, tout en gardant l'indépendance de Mediapart, à partir du succès de Mediapart, aurait pour mission d'aider au développement du pluralisme de la presse. Et ça, c'est un de nos buts dans les années qui viennent par rapport à cette bataille. Vous savez, le digital, le numérique au sens du grand public, ça a dix ans. Bien sûr, c'est plus vieux mais au fond, la décennie de massification de tout ça, c'est celle qu'a accompagnée Mediapart. On était très naïfs sur tout ce que ça permettait et aujourd'hui, on comprend que ça peut aussi se retourner contre nous. Donc maintenant, il faut tirer vers le haut, se donner les moyens.

Participant 3 : Bonjour. Moi, la question que j'aimerais poser, c'est pour repréciser un

petit peu ce que vous avez dit tout à l'heure, c'est-à-dire de retourner à la source quand on a une information via les réseaux sociaux. Parce que je crois que la façon dont fonctionnent les réseaux sociaux c'est que quelqu'un a une information et qu'il la balance à des milliers d'autres sans qu'on ait la source d'origine de l'information. Je prends un exemple : sur les informations africaines, on a annoncé il y a une semaine la mort d'Ali Bongo. Bon. Quelqu'un m'envoie ça et je lui dis : "où est-ce que tu as eu cette information ?", "eh bien c'est quelqu'un qui m'a envoyé ça"... donc voilà, c'est comme ça que ça circule. Pouvez-vous préciser comment aller à la source de l'information ? Merci.

Edwy Plenel : Dans le cas d'Ali Bongo, c'est intéressant parce que c'est lié justement à une opacité du pouvoir. Ali Bongo était à Riyad, en Arabie Saoudite, il a eu un accident de santé et le pouvoir gabonais, qui n'est pas vraiment démocratique, n'a pas été transparent. Et donc on ne sait toujours pas où est Ali Bongo. Est-ce qu'il va revenir ? Est-ce qu'il a quitté l'Arabie Saoudite ? J'ai discuté dans une autre ville cette semaine... c'est drôle, je revenais... dans le train de presque banlieue d'un débat près de Rouen, à Saint-Étienne-du-Rouvray, tout près de l'église où le prêtre a été assassiné... et donc mes deux voisins étaient l'un du Gabon et l'autre du Congo-Brazzaville et on parlait de tout ça ! Donc bon, comment dire... moi, je vais vous dire le fond de ma pensée : le temps est venu d'une défiance constructive à l'égard des réseaux sociaux. D'abord à l'égard de Facebook : Facebook, sur votre page de profil, l'algorithme caché ne vous envoie que ce qui va aller dans votre sens, il ne vous envoie pas des informations. Il calcule ce qui vous intéresse, vos sensibilités, vos convictions, vos curiosités et il vous renvoie ce qui va vous conforter dans ce que vous pensez déjà. C'est très dangereux ! L'information, c'est tout à fait autre chose. C'est justement nous amener à penser contre nous-mêmes. C'est comme ça que dans la campagne américaine, je suis un type un peu raciste, un peu déjà de droite extrême et tout... eh bien on m'envoie les pseudos informations selon lesquelles Obama n'est pas américain ! Et alors là : "Obama n'est pas américain, je l'ai vu, c'était sur Facebook !". Donc l'algorithme de Facebook est un piège, un piège caché. Et c'est d'autant plus un piège que Facebook fait commerce de vos données. C'est ce qu'a révélé le scandale Cambridge Analytica. Facebook a vendu des millions de données pour la campagne de Trump pour, à partir du profit des gens, les manipuler. Donc je crois que la question est de savoir : est-ce qu'on utilise Facebook ou non ? Comment

on prend ses distances avec Facebook -ou non- est une question qui va falloir se poser de plus en plus. Twitter, c'est autre chose, c'est 140 signes. Moi, j'utilise Twitter plus que Facebook. Je l'utilise comme un crieur de journal. Je crie la nouvelle. Je dis : "voilà ce que dit Mediapart !". Vous ne verrez pas sur Facebook ni Twitter de ma part la reprise de quelque chose d'autre qui serait de je ne sais pas d'où, je ne le fais jamais. Et allez regarder sur Twitter combien il y a de gens sur un compte, faites très attention à ça. Parce que tout à coup, on vous renvoie des choses parce que vous étiez curieux de ça et vous voyez un troll mais il a 1000 personnes, 2000 personnes, il n'a pas d'importance... en clair, il faut décider que ce sont des lieux qu'il faut utiliser pour s'informer ou pour communiquer sur une cause qui vous tient à cœur. Mais il ne faut pas être comme si on était dans la rue numérique où tout ce qui se dit dans la rue est vrai. Et donc pour moi, c'est un travail. Et comme avant vous décidiez que vous ne lisiez pas tel ou tel journal parce qu'il n'était pas fiable ou telle radio parce qu'elle n'était pas fiable... en clair, nous gagnons la possibilité que le n'importe qui que nous sommes, chacun d'entre nous, puisse s'exprimer sans filtre aujourd'hui. Eh bien c'est notre responsabilité que ça ne soit pas n'importe quoi. Par exemple la question de l'anonymat, pour moi, c'est un problème. Sur Mediapart, on peut utiliser un pseudonyme mais on n'est pas anonyme puisqu'on s'est abonné. Donc du coup, vous êtes vraiment responsable de ce que vous écrivez. Quand la police me dit : "il y a une plainte sur un blog de Mediapart. Le blog de MonsieurDupont32, c'est qui ?", eh bien je sais qui est MonsieurDupont32. Elle m'envoie une commission rogatoire et je réponds. Et la charte d'adhésion à Mediapart rappelle à tout le monde que ce que vous écrivez dans le club, ce n'est pas moi qui en suis responsable, le directeur de Mediapart, c'est vous. Et si vous diffamez quelqu'un, c'est vous qui en rendrez compte. Donc attention. Donc je vais le dire d'une autre manière -excusez-moi pour la propagande personnelle mais comme toujours, on s'exprime à partir du journal- Mediapart est potentiellement un réseau social. On peut communiquer d'abonné à abonné, on peut faire des commentaires, on peut faire des billets de blog. Aujourd'hui, je pense que Mediapart doit développer cet aspect-là. Vous voulez un réseau social sans algorithme caché ? Où vous n'êtes pas le produit ? Où on ne va pas vous utiliser pour faire de la publicité ? Où on ne va pas utiliser vos données ? Eh bien venez sur ce réseau social-là. Il faut aussi faire des réseaux sociaux alternatifs à ces grosses machines.

Participant 4 : Bonjour. J'ai une question par rapport au thème « l'indépendance a un prix ». Donc il y a un prix économique mais il y a aussi un prix... vous dévoilez des sources parfois par rapport à des gens de très haute importance, je pense par exemple à la Football League, Bettencourt auparavant... est-ce que vous avez des menaces verbales, physiques, financières qui ont pu parfois vous faire douter dans vos démarches et vous pousser à informer le public de façon parfois peut-être plus modérée ?

Edwy Plenel : Sur les menaces, comment dire... chez Mediapart, on s'est donné les moyens de nos obsessions. On ne peut pas nous faire de pression économique, on n'a pas de fil à la patte. D'où le fait que vous entendez très souvent -et on doit hélas parfois y répondre comme on ne peut pas contester nos informations du coup- vous entendez des campagnes très régulièrement de calomnie. Des violences contre nous de tous horizons, des formules très violentes ! Et je vous alerte : il n'est pas normal que des politiques de tous bords soient virulents contre le journalisme. On a le droit d'être en désaccord avec tel ou tel journal, on a le droit de critiquer les médias mais on n'a pas le droit de dire que la haine des journalistes et des médias est saine. On n'a pas le droit de dire comme l'a dit un ancien premier ministre il y a un an : "Plenel et ses sbires doivent rendre gorge et être écarté de l'espace public, du débat public". C'était Manuel Valls et il a le droit de dire qu'il n'aime pas Mediapart et il a le droit du coup de dire : "je ne le lis pas et je préfère le Figaro ou Valeurs Actuelles". [Rires du public] Il a le droit, il a le droit ! Mais il n'a pas le droit s'il s'attaque à un principe fondamental, s'il s'attaque à notre liberté, à notre droit de savoir.

Donc bien sûr, il y a des menaces, il y a des risques. Mais moi, je défends l'idée qu'on est une société ouverte. Voilà, moi, je fais ma vie normale, je circule à vélo dans Paris... ce que nous devons protéger, ce sont nos sources ! C'est eux qui prennent des risques, c'est eux qui nous permettent de révéler, c'est eux qui nous permettent de mettre au jour des informations. Notre trésor, c'est celui-là ! Là où ça serait une catastrophe, c'est si on arrivait à savoir qui nous permet de faire ce qu'on fait, qui nous a mis sur la piste. Alors comment on se soutient ? Ce métier est un métier collectif. C'est pas une aventure individuelle. Un ancien collègue, là, on a le même métier et le premier correcteur d'un journaliste, c'est son collègue d'à côté ! C'est celui qui dit : "t'es sûr ? Tu vas pas trop loin, là ?". Ça n'est pas une aventure individuelle, c'est une aventure collective et ça, c'est ce qui fait la force d'une équipe

d'un journal. C'est le fait qu'il y ait cette solidarité un peu confraternelle, d'atelier. Et ces vieux mots ont pour moi un sens.

Participant 5 : Vous m'excuserez mais la question ne porte pas sur les réseaux sociaux, que je ne sais pas utiliser. Monsieur Plenel, auriez-vous l'audace de faire une enquête pour connaître le pourcentage des Français qui seraient opposés au remplacement de notre hymne national, la Marseillaise ? La Marseillaise qui n'est qu'un chant de guerre datant de 1792. Je vous pose cette question parce qu'en Bretagne, nous estimons que c'est de l'ordre de 10 % seulement et donc que la majorité des gens souhaiterait que ça soit changé pour qu'on apprenne autre chose, un chant de paix dans les écoles primaires. Il se trouve qu'un groupuscule de Bretons a osé interpeller Emmanuel Macron tout récemment... tout récemment car la lettre est partie le 16 novembre donc quelques jours après le 11 novembre... pour que cette nouvelle Marseillaise soit celle qui avait été écrite par Graeme Allwright en 2005 et que les trois présidents précédents ont refusé.

Edwy Plenel : Mediapart va lancer une opération sur cette question.

Participant 5 : Voilà, donc osez-vous lancer cette enquête qui soutiendrait, je pense, un peu notre demande s'il s'avère qu'une majorité de Français serait favorable à l'abandon de cette Marseillaise belliqueuse et sanguinaire ?

Edwy Plenel : Alors je suis en grande complicité. Je n'aime pas le « sang impur qui abreuve nos sillons » ! Et par ailleurs, je suis de ceux qui lors de cette commémoration de 1918 ont été gênés par tous ceux qui parlent de victoire, qu'il faut « honorer les maréchaux ». Je le rappelle : en moyenne, 900 soldats français ont été tués par jour entre 1914 et 1918 et de l'autre côté, du côté allemand, 1100 soldats. C'est une boucherie ! C'est un crime... c'est une brutalisation... et je dis ça parce que ma famille, en l'occurrence, est de Rennes et comme tout le monde, on a des parents, des arrière-grands-parents qui y sont passés, qui en sont revenus ou qui n'en sont pas revenus. C'est comme ça dans toutes les familles, il suffit d'aller au monument aux morts. Et la catastrophe européenne commence là. Donc évidemment, je suis plutôt Georges Brassens, la Mauvaise Réputation et je l'ai dit dans un livre... "les braves gens n'aiment pas que l'on suive une autre route qu'eux". Ce qui me fait me

répondre sur : que doit faire Mediapart ? Mediapart ne fait pas de sondage et ne cite pas de sondage. Donc on ne va pas faire ça. Mais on peut simplement et je crois que les choses bougent justement grâce aux minorités... je ne crois pas à ceux qui disent que la démocratie, c'est la loi de la majorité... au contraire, c'est toujours des minorités qui font bouger la démocratie. Et parfois des minorités qui sont construites en minorité alors qu'elles ne sont pas quantitativement minoritaires. Le meilleur exemple, que nous avons tous sous les yeux dans cette assemblée, c'est les femmes ! Elles constituent la moitié plus une de l'humanité et on les a longuement construites en minorité : le droit de vote, le fait que jusqu'aux années 60, elles ne pouvaient pas avoir un compte en banque et signer des chèques toutes seules et tous les autres symboles de l'inégalité. Donc pour moi, la majorité, c'est personne ! C'est les minorités qui font bouger les choses et la diversité d'un peuple. Et fait du fait d'écouter la minorité. Elle peut être audacieuse, elle peut être excessive, elle peut être provocante mais c'est elle qui pose les questions nouvelles. La majorité, elle est repue, elle est installée, elle ne veut pas que les choses bougent. C'est souvent ce qui se passe. Donc si vous n'avez pas l'usage des réseaux sociaux, j'ai envie de vous recommander d'utiliser un journal comme Mediapart, sa dimension participative pour faire connaître cette association... je ne la connaissais pas. Je savais qu'il y avait cette version de Graeme Allwright. Dans cette période, j'ai trouvé très lourd -même s'il y avait des bonnes choses qui étaient faites par des historiens- mais j'ai trouvé que dans cette période de 2014 à 2018 pour le centenaire de cette boucherie qui a précipité l'Europe dans le gouffre, on a en permanence amené les présidents à faire des discours qui parlaient de morts, qui parlaient de sacrifices etc. alors que c'est justement là-dessus qu'on aurait dû réfléchir ! Donc je suis d'accord avec vous.